

Dans le nord de l'Ouganda, des conseillères soulagent les traumatismes causés par un conflit armé qui a duré vingt ans, avec l'appui de l'ONG suisse Omoana

Soigner les plaies de la guerre civile

GUY ZURKINDEN

Ouganda ▶ «A la fin de la thérapie, c'est comme si la patiente était revenue à la vie.» Depuis neuf ans, Beatrice Ochwee écume les communautés rurales dans le district de Gulu, au nord de l'Ouganda. La mission de cette «conseillère», menée avec le soutien de l'organisation de coopération suisse Omoana: soigner les milliers de personnes traumatisées par vingt ans de guerre civile.

Les enfants pour cible

Entre 1986 et 2006, un terrible conflit a opposé les rebelles de l'Armée de libération du Seigneur (LRA), dirigée par son leader mystique Joseph Kony, aux troupes régulières ougandaises. Selon l'ONU, ces affrontements ont causé plus de 100 000 morts. Durant tout le conflit, la LRA a terrorisé la région en pratiquant pillages, viols, mutilations et massacres. S'appuyant en grande partie sur des enfants soldats, cette milice a enlevé entre 60 000 et 100 000 mineur·es, transformé·es en combattant·es ou réduit·es à l'esclavage sexuel. Pour s'assurer de leur soumission, la LRA les contraignait souvent à tuer d'autres enfants, trop faibles ou ayant tenté de s'enfuir.

Des mots sur les maux

Dix-huit ans plus tard, Joseph Kony est en fuite, sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI). Mais pour les victimes de ses mercenaires, la marque des traumatismes subis reste bien présente. «Beaucoup ont des flash-back, des cauchemars. Les personnes qui ont été obligées à tuer sont rongées par la culpabilité. Elles ont tendance à s'isoler, à brutaliser leur entourage et développent des pensées suicidaires. Le phénomène touche presque toutes les familles», explique Beatrice Ochwee.



Des milliers des personnes restent traumatisées par la guerre civile qui a frappé l'Ouganda de 1986 à 2006. L'équipe permanente de Vivo, composée de 21 conseillères, soigne en moyenne 230 personnes et réalise 600 évaluations chaque année. VIVO INTERNATIONAL

«Beaucoup ont des flash-back, des cauchemars. Les personnes qui ont été obligées à tuer sont rongées par la culpabilité»

Beatrice Ochwee

La conseillère tente de soulager cette souffrance à l'aide de la formation acquise au sein de Vivo International, une ONG allemande spécialisée dans le traitement des troubles post-traumatiques. Sa méthode: une thérapie dite «d'exposition narrative». Le principe: mettre des mots sur les horreurs subies. Au cours de sessions individuelles, une corde est déposée à même le sol, symbolisant une ligne de vie passé, présent et futur. La personne prise en charge y dispose divers éléments pierres, fleurs, bouts de bois symbolisant les

expériences vécues, bonnes et mauvaises. Ce travail de narration n'efface pas le passé. Mais, en plus de sa fonction cathartique, il permet de situer les souffrances dans le temps et de les mettre ainsi à distance.

Avant d'entamer une thérapie, il faut expliquer la démarche. Au sein des communautés, composées avant tout d'éleveur·es et d'agriculteur·ices, faire appel à un thérapeute ne va en effet pas de soi. «Dans un premier temps, les personnes se tournent souvent vers un sorcier. Ce n'est que plus tard, grâce au bouche-à-oreille,

qu'elles s'adressent à nous.» L'état psychique des volontaires est alors évalué par le biais d'un questionnaire. Ensuite, la prise en charge peut commencer.

«Une plaie cicatrisée»

Après une douzaine de séances réparties sur six semaines, Beatrice laisse le temps faire son œuvre. Huit mois plus tard, elle revient faire le point avec le ou la patiente. Souvent, le résultat est positif. «Les symptômes de stress post-traumatique disparaissent. C'est comme si on avait extrait le pus d'une plaie et qu'il ne restait qu'une cicatrice

visible, mais désormais indolore», image la conseillère.

Selon les données récoltées par Vivo, l'opération est un succès dans 80% des cas. L'ONG allemande a lancé ce programme dans la région en 2015. Grâce au soutien financier et technique de l'organisation Omoana, membre de la Fédération genevoise de coopération (FGC), elle y a formé des dizaines de professionnel·les. «L'équipe permanente de Vivo, composée de 21 conseillères, soigne en moyenne 230 personnes et réalise 600 évaluations chaque année. Le nombre de bénéficiaires indirects est encore plus grand», précise Chloé Collier, chargée de coordination au sein d'Omoana. En parallèle, Vivo mène un travail de sensibilisation et de plaidoyer auprès des autorités sur les questions liées à la santé mentale.

Des besoins immenses

Ces activités contribuent à pallier les lacunes du système de santé public ougandais. Elles n'épuisent cependant pas les immenses besoins qui s'expriment dans une des régions les plus pauvres du monde. «Des femmes revenues de la guerre avec des enfants sont rejetées par leur famille. Beaucoup ont contracté le VIH, manquent de médicaments et d'accès aux soins», détaille Beatrice. «Certaines patientes nous demandent si nous pouvons les aider à accéder à la terre, à un logement ou à une formation. Nous ne traitons que les troubles mentaux, et devons donc les orienter vers d'autres organisations partenaires», souligne-t-elle, une pointe de regret dans la voix.

Des limites qui n'enlèvent rien à l'importance de son travail. «Des milliers de personnes traumatisées ont encore besoin de nous. Patient après patient, un village après l'autre, nous contribuons à reconstruire un horizon de paix et de dignité en Ouganda», conclut-elle, déterminée. I

Education populaire et autogestion au Salvador

Salvador ▶ L'ONG Eirene Suisse envoie des volontaires à Santa Marta, au Salvador, où ils apportent un soutien technique à une communauté organisée. Rencontre avec la responsable de l'association locale Ades.

«Une petite lumière pour construire un Salvador meilleur.» C'est ainsi que Mirna Pacheco, responsable de l'ONG Ades, décrit la communauté de Santa Marta, un village de montagne difficile d'accès, situé à deux heures de route de la capitale. L'action déterminée de sa population pour améliorer ses conditions d'existence a tapé dans l'œil de l'association Eirene Suisse, membre de la Fédération genevoise de coopération (FGC). Cette dernière appuie Ades par l'envoi d'expert·es en développement volontaires. Une aide précieuse pour des régions qui souffrent de la pauvreté et de l'abandon de l'Etat.

Santa Marta est peuplée de 3000 personnes, essentiellement des

victimes de la guerre civile des années 1980, réfugiées pendant de nombreuses années au Honduras voisin. A leur retour après les accords de paix de 1992, les exilé·es n'ont retrouvé qu'un champ de ruines et ont dû repartir de zéro. A commencer par la construction de l'école, bâtie et gérée par les habitant·es, et un centre de soins.

Ades s'est inspirée de cette auto-organisation pour fournir une aide ciblée en matière de leadership et d'éducation populaire, de manière à administrer au mieux les projets de gestion des eaux et d'agriculture biologique soutenus également par l'ONG. «Il s'agit pour les peuples opprimés de se former et d'exiger leurs droits. L'éducation populaire est fondamentale pour garantir une vie digne. Il faut partir des besoins exprimés et y répondre ensemble sans attendre. Une communauté organisée peut résoudre ses principaux problèmes», explique Mirna Pacheco, de passage à Genève. Ades forme au «lea-

dership», en particulier les jeunes, et offre toutes sortes de formations, notamment sur les questions de genre et d'égalité entre hommes et femmes.

«Le leadership garantit la durabilité des projets communautaires», insiste la journaliste de formation. Un plan participatif de développement sur cinq ans se construit par le bas au sein des associations communales. C'est ainsi que les habitant·es de Santa Marta ont conçu et construit leurs propres systèmes de fourniture d'eau courante, avec le soutien d'organismes de coopération internationale. Récemment, de nouveaux investissements ont été réalisés grâce à des financements extérieurs pour répondre à la croissance de la population. Des conseils et des appuis techniques sont apportés à d'autres municipalités de la région pour qu'elles puissent faire de même.

Ades mise aussi sur une «souveraineté alimentaire libre d'agrotoxiques»

en accompagnant les paysans et en soutenant des jardins potagers dans les foyers. «C'est un grand défi. Entrer en compétition avec l'agro-industrie est difficile, mais nous y croyons pour la santé des habitants et la protection de la nature», déclare Mirna Pacheco. L'agriculture biologique a bénéficié d'un coup de pouce pendant la pandémie de Covid-19, quand de nombreux produits n'arrivaient plus jusqu'au village et qu'il a fallu produire les denrées soi-même.

Comme ailleurs, le confinement a aussi poussé les membres de l'association à innover pour être en mesure de continuer leur travail: «L'appui de la volontaire d'Eirene a été précieux dans ce contexte. Elle nous a motivés et a apporté son expertise pour utiliser de nouveaux outils numériques, afin de pouvoir communiquer et nous coordonner», félicite la journaliste. Comme les citoyen·es de Santa Marta, de nombreux·es Salvadorien·es ont à cœur de préserver leur environne-

ment. Ils ont été les premiers au monde à voter, en 2017, en faveur d'un référendum interdisant les nouvelles exploitations minières de métaux sur leur territoire. Une décision aujourd'hui mise en cause après la réélection en février du président autoritaire Nayib Bukele. Ce dernier a fait emprisonner plus de 70 000 personnes dans le cadre d'une guerre impitoyable contre les gangs et s'est attaqué aux collectifs militants et aux libertés (lire *Le Courrier* du 18 décembre dernier). Une réélection avec officiellement 85% des voix qu'Ades ne préfère pas commenter, en raison des menaces qui pèsent sur la société civile.

CHRISTOPHE KOESSLER

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.